

# ANNEXES

## Table des matières

Où sont les profs ?.....	2
Ecole Méhul à Pantin : Où sont les cellules psychologiques pour nos enfants et leurs parents ?.....	3
Pour qu'il n'y ait plus de marche blanche.....	4
Directrice/directeur d'école : .....	5
un vrai métier .....	5
Redoubler son bac en Seine Saint Denis : Impossible .....	6
#Où sont les profs ? Épisode II .....	7
Mesurer n'est pas évaluer, 02/12/2019.....	8
Mirage à 3, Des épreuves de contrôle de continu qui partent en vrille .....	9
Nos enfants entre le marteau et l'enclume .....	10
Rapport sur la situation dans les établissements scolaires de Seine-Saint-Denis au 19 mars 2020.....	11
Pour une juste continuité pédagogique .....	14
Déconfinement le 11, mais si ? comment ? Noble ambition .....	15
La Seine-Saint-Denis 3% du PIB et pourtant.....	16
STOP aux annonces en tout genre Evitez de rajouter du stress au stress .....	18
2 <sup>nde</sup> consultation des parents, 10/05/2020.....	19
2020-2021 ?.....	21
Education : de la reprise partielle à l'absence de perspective - Les parents oubliés.....	24



## Où sont les profs ?

Communiqué de presse, Bondy, 19/09/2019

*Aubervilliers, Aulnay-Sous-Bois, Bondy, Drancy, Epinay-sur-Seine, Gagny, Gournay-sur-Marne, Le Blanc-Mesnil, Les Lilas, Les Pavillons-Sous-Bois, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Noisy-le-Grand, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville, Rosny-Sous-Bois, Saint-Denis, Tremblay-en-France, Villemomble, Villepinte...*

La FCPE de la Seine-Saint-Denis constate à cette rentrée qu'il manque des professeurs à tous les niveaux et pour toutes les matières dans les collèges et les lycées du département.

Comment nos enfants peuvent-ils faire face sans professeur à ce nouveau baccalauréat qui s'étire sur 2 ans de contrôle continu avant l'examen ? Comment se préparer pour l'après bac ?

Comment nos collégiens et nos collégiennes vont-ils préparer sereinement leur parcours après la 3ème ?

Nous demandons à l'État de se saisir de toute urgence de ce problème grave, récurrent, exponentiel et parfaitement connu de ses services.

Le ministère ne communique JAMAIS sur ce sujet alors que les collégiens de la Seine-Saint-Denis perdent chaque année 100 h de cours !

En 2016, la FCPE de la Seine-Saint-Denis avait estimé à 18M € la somme non versée par l'État à notre département pour payer les professeurs remplaçants.

Nous réaffirmons cette estimation plus que jamais d'actualité et cumulée, soit 54 M€ non versés pour nos enfants.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93

Contacts : 0623767427 / 0670298953



## **Ecole Méhul à Pantin : Où sont les cellules psychologiques pour nos enfants et leurs parents ?**

Communiqué de presse, Bondy, le 02/10/2019

À la suite de la tragédie survenue à Pantin le 21 septembre 2019, la FCPE de la Seine-Saint-Denis sera présente au rassemblement durant le mouvement de grève du jeudi 3 octobre à 13h30, devant la Direction départementale des services de l'Education nationale rue Claude Bernard à Bobigny et appelle les parents qui le souhaitent à venir la rejoindre.

Pour nos enfants, ne laissons pas les directions d'école sombrer alors que nous savons.

Nous appelons également les services de l'État à mettre à disposition en urgence pour les élèves et leurs familles un numéro vert animé par des professionnel-le-s qualifié-e-s pour les accompagner.

Contacts : Alixe Rivière 0670298953 / Anne Pieter 0623767427



## Pour qu'il n'y ait plus de marche blanche.

En ce jour qui marque avec la répétition des drames et des marches blanches qui les accompagnent, l'incurie des pouvoirs publics, la FCPE Seine-Saint-Denis s'associe à l'appel des 4 (Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais, Romainville, Bagnolet).

Elle souligne que le chemin de l'Ecole doit être aussi serein que l'Ecole devrait l'être. Elle rappelle que l'on n'apprend pas dans la peur. Elle déplore l'ampleur des incidents évoqués par le Ministre de l'Education qui met en lumière un état de fait qui est loin d'être circonscrit à la Seine Saint Denis.

Parce que nous sommes tous concernés, retrouvons-nous nombreux aux côtés des « 4 » à la Marie des Lilas mercredi **16 octobre à 18 h 00.**

43 Place Nicole Neuburger, 93140 Bondy  
Tél : 06 58 56 16 54

## **Directrice/directeur d'école : un vrai métier**

Communiqué de presse, Bondy, le 03/10/2019

La FCPE 93 s'associe aux hommages rendus à Christine Renon ce jeudi 3 octobre et par là, à un métier dont les échecs et les succès sont rarement mesurés à l'aune de la complexité de son exercice et des missions accomplies. Bien des écoles ont plus d'élèves que certains collèges sans qu'il vienne à l'esprit de qui que ce soit de confier une classe à un principal ou de laisser sans secrétariat ni gestionnaire.

Pourquoi faudrait-il qu'il en soit autrement pour les directeur(trice)s d'école ? À l'école aussi, tous les acteurs doivent pouvoir jouer pleinement leur rôle sans les cumuler à l'excès par la force des choses.

Les parents demandent déjà depuis longtemps que les directeurs aient un statut à part entière. Une décharge de cours à 100% ne serait que l'une des conditions du succès. Il faudra y ajouter une réflexion sur la place du directeur(trice) au sein de la communauté éducative, une formation mieux adaptée tout au long de la carrière que l'actuelle ainsi qu'un soutien administratif au quotidien.

Directeur (trice) c'est un métier pas une casquette.

Contacts : Alixe Rivière 0670298953 / Anne Pieter 0623767427

# **Redoubler son bac en Seine Saint Denis : Impossible**

**Plus de 200 élèves redoublants sans affectation : les services académiques dépassés.**

Communiqué de presse, Bondy, 09/12/2019

Rater le bac est déjà une épreuve difficile. Avoir à se battre pour le repasser est inadmissible. La FCPE de Seine Saint Denis s'insurge de voir des dizaines de candidats au baccalauréat 2019 laissés de côtés par les autorités académiques sans aucune possibilité de réinscription dans un lycée.

Elle constate avec effarement que ces élèves en dépit de leur ténacité et de celles de leur famille, ont dû se livrer à un parcours du combattant à peine perdue. Au mieux ceux qui ont pu bénéficier de l'aide bienveillante de leur lycée d'origine ont pu s'inscrire au bac en candidat libre. Pour certains les méandres de l'institution les laissent totalement démunis.

Elle s'étonne qu'alerté par ses soins sur de telles situations, le directeur des services académiques lui ait annoncée dans un courrier en date du 28 novembre que l'ensemble des élèves dont elle avait signalé les situations recevrait désormais une affectation quand cette dernière s'est révélée être une prise en charge par la MLDS (Mission de lutte contre le décrochage scolaire).

Elle rappelle que ces élèves ne sont pas des décrocheurs mais des élèves en recherche d'une affectation classique. Elle s'interroge sur ce détournement de la MDLS au détriment d'enfants qui en ont réellement besoin alors que non seulement aucun moyen supplémentaire ne lui est accordé mais sont au contraire en baisse.

Elle appelle tous les parents dont les enfants seraient dans cette situation à la contacter : [contact@fcpe93.fr](mailto:contact@fcpe93.fr) pour être accompagné dans leurs recours.

Elle demande au rectorat de faire le nécessaire pour que ces élèves retrouvent un lycée d'ici à la fin décembre pour leur donner une chance de réussir leur bac.

Ces élèves sont motivés. Ils croient encore en la vertu de l'école de la République. La FCPE en appelle au rectorat et aux services de l'inspection académique pour qu'ils ne fassent pas d'eux de vrais décrocheurs, justifiant alors a posteriori l'intervention de la MDLS.

**Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93**  
**Contacts : 0623767427 / 0670298953**

## #Où sont les profs ? Épisode II

Dans la continuité du constat alarmant de rentrée sur la quantité exponentielle des heures de cours perdues par les élèves du département et des plus de 18 M € qui ne sont pas versés à notre département pour financer les remplacements, la FCPE de la Seine-Saint-Denis a proposé aux familles qui le souhaitent un "kit de recours individuel en indemnisation", et ainsi attaquer l'état pour discontinuité du service public de l'enseignement.

Les familles inquiètes et ulcérées n'ont pas de réponse aux différentes demandes de leurs lettres alors les heures de cours perdues sont un fléau pour nos enfants, elles :

- sectionnent leurs journées d'élève,
- modifient leur emploi du temps à tout moment,
- les renvoient à leur domicile pendant le temps scolaire,
- les démotivent dans leurs apprentissages,
- favorisent le décrochage scolaire,
- ne les préparent pas aux examens continus et finaux, etc...

A l'issue de la présentation de la procédure faite par une juriste aux familles volontaires pour déposer ce recours, les parents et leur conseil tiendront une conférence de presse

**le samedi 16 novembre 2019 à 12h30**

(parvis de la basilique de Saint-Denis)

Contact presse :

Alixé Rivière 0670298953

Wilfried Serisier 06 66 93 16 38

[contact@fcpe93.fr](mailto:contact@fcpe93.fr)

#H2CP



Seine-Saint-Denis

## Mesurer n'est pas évaluer

Communiqué de presse

02/12/2019

Alors que le Ministère de l'Éducation Nationale se réjouit des résultats obtenus par les élèves aux dernières évaluations nationales (CP, CE1), la FCPE de Seine Saint Denis s'interroge sur le bien-fondé du dispositif et de sa mise en œuvre. Elle rappelle qu'une évaluation doit avoir une vertu pédagogique. Cela implique que les élèves ont été préparés à cette évaluation, qu'ils en comprennent les objectifs, qu'ils aient un retour dans un délai raisonnable et qu'ils puissent en tirer des enseignements.

À ce jour, beaucoup de famille de Seine-Saint-Denis attendent toujours ce retour dont le Ministre semble pourtant disposer.

La FCPE déplore que ces évaluations relèvent plus de la mesure que de l'acte pédagogique. Elle attire l'attention des autorités académiques sur l'importance relative que l'évaluation doit tenir dans la vie d'un élève pour que cette dernière garde du sens et ne consomme à l'excès un temps qu'il serait plus intéressant de réserver à l'apprentissage. Elle s'inquiète de la répétition en CP, CE1, CM2..., de ces tests dont la longueur et les modalités sont porteur de stress sans vraie vertu pédagogique.

Elle rappelle que tous les élèves n'avancent pas au même rythme sur l'ensemble des sujets et qu'un sur évaluation standardisée est forcément trompeuse. Elle s'alarme d'une vision ministérielle annuelle où le moindre gain est présenté comme une victoire et la moindre baisse comme un désastre éducatif alors que les écarts ont peu de valeur statistique.

Pour que l'évaluation reste un outil pédagogique aux services des élèves, la FCPE demande la révision de la nature et du rythme des tests actuels tous niveaux confondus.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE,  
co-présidentes de la FCPE 93  
Contacts : 0623767427 / 0670298953

# Mesurer n'est pas évaluer, 02/12/2019



# Mirage à 3, Des épreuves de contrôle de continu qui partent en vrille

19/01/2020

La FCPE de Seine Saint Denis fait part de sa vive inquiétude concernant les épreuves communes du contrôle continu du nouveau baccalauréat prévues à compter du 20 janvier.

Elle s'interroge très fortement sur la nature de ces épreuves à mi-chemin entre un examen et une évaluation courante au fil de l'année. Elle constate également des conditions d'organisation qui ne peuvent que pénaliser les élèves :

- Des sujets inadaptés : le corps professoral a signalé depuis l'ouverture de la banque des sujets que ces derniers sont trop complexes pour le niveau atteint par les élèves à ce moment de l'année. La préparation par les élèves des sujets d'entraînement (sujets zéro) a confirmé cette analyse et engendrés beaucoup d'inquiétudes.
- Des sujets qui ne sont pas tous choisis sous contrôle des enseignants : face au boycott des enseignants, dans de nombreux lycées les sujets sont choisis par les inspecteurs pédagogiques de la discipline sans qu'ils puissent avoir connaissance de la progression pédagogique de la classe. Le risque d'inadéquation du sujet en alors encore accrue.
- Une organisation pratique des épreuves mal maîtrisée : la numérisation des copies, leur correction et leur retour aux élèves n'ont pas été testé « in situ ». Plus généralement, le transfert de compétences entre le centre des examens (SIEC) et les établissements n'est pas terminé et beaucoup de chefs d'établissement craignent des dysfonctionnements.
- L'harmonisation des notes : la grande inconnue. On ne sait comment elle s'effectuer ni par qui alors que l'on annonce une correction des copies par des enseignants dans ou hors du lycée.

La nature des épreuves tout comme les conditions d'organisation génèrent un stress important chez les élèves sans utilité pour leur formation et risque d'en décourager beaucoup à un moment charnière de leur cursus scolaire. Aussi, la FCPE de Seine-Saint-Denis demande le report de ces épreuves et l'ouverture d'une vraie réflexion sereine sur la notion de « contrôle continu ».

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93

# Nos enfants entre le marteau et l'enclume

Communiqué de presse, Bondy, 31/01/2020

Depuis plusieurs jours, des incidents, parfois violents émaillent le déroulement des épreuves du contrôle continu (E3C).

La FCPE de Seine Saint Denis s'indigne de voir des adultes inciter des enfants, pour la plupart mineurs, à commettre des actes délictueux.

La FCPE 93 appelle tous les adultes à redonner de la sérénité à la liberté d'expression.

La FCPE 93 déplore une fois de plus que le Ministère confondant vitesse et précipitation est refusé le report de la réforme dont on peut mesurer aujourd'hui le manque de préparation. Elle constate avec regret que le dialogue social n'est toujours pas rétabli entre le ministre et les enseignants plaçant les élèves dans une situation intenable.

La FCPE 93 salue enfin la mobilisation des parents sur le terrain pour restaurer le respect réciproque et éviter l'escalade.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93  
Contacts : 0623767427 / 0670298953

# Rapport sur la situation dans les établissements scolaires de Seine-Saint-Denis au 19 mars 2020

## Continuité Pédagogique

Depuis le 16/03/2020 les établissements scolaires de reçoivent plus d'élèves. La continuité pédagogique se met en place depuis l'annonce présidentielle du 12/03/2020.

Ce document fait état des remontées de terrains que nous font les différents groupes de parents FCPE.

D'une manière générale les solutions mises en place sont d'une grande hétérogénéité : elles reposent sur la volonté des directions et ensuite des volontés individuelles des enseignants.

### Le premier degré :

Certaines écoles ne s'appuient que sur le CNED quand d'autre utilisent le blog de l'école ou les échange par mail. On retrouve cette hétérogénéité au sein même d'une même école, certains enseignants ont tout de suite créé des « kit papier » contenant des cours et exercices pour 3 semaines (corrigés inclus) quand d'autres de la même école envoient chaque jour la leçon à étudier sur le CNED et quand d'autres encore envoient par mail les leçons et exercices.

Quantité de travail donnée aux enfants : il semble que la quantité de travail soit plus ou moins raisonnable. Les uns dénoncent une trop grande quantité de travail quand les autres dénoncent l'inverse.

Il est absolument nécessaire que la quantité de travail s'ajuste. Vous en conviendrez les parents ne sont pas des enseignants et à ce titre ils ne sont pas aptes à faire la classe à leurs enfants comme à l'école et dans les conditions que nous rappelons ici :

- Certains parents en SSD ne parlent tout simplement pas français ou encore ont des difficultés avec la langue française à l'écrit donc des difficultés à suivre leurs enfants.
- Dans de nombreuses familles les parents « télé travaillent » il leur est donc difficile de suivre en même temps le travail scolaire de leurs enfants. Difficulté encore accentuée lorsqu'il y a plusieurs enfants, ce qui est largement répandu.
- Les familles ne sont parfois équipées que d'un seul ordinateur ou tablette ce qui laisse peu de temps à chaque enfant pour accéder aux sources numériques.
- Et enfin dans le contexte de confinement, les enfants enfermés n'ont pas accès a des temps de « défoulement » de leur grande énergie ce qui nuit au besoin de

concentration nécessaire pour étudier. Cet aspect-là des choses ne va pas aller en s'améliorant dans les jours qui viennent.

Compte tenu de l'ensemble de ces remarques nous souhaiterions qu'il soit rappelé aux enseignants de faire un peu plus attention à la quantité de travail demandé aux enfants.

### **Le second degré**

Dans le second degré également l'hétérogénéité des solutions trouvées pour assurer la continuité pédagogique est évidente.

- D'énormes difficultés de connections aux ENT. En découle une grande disparité de solutions.
- A noter une différence majeure entre les collèges et les lycées.

Dans les collèges les solutions trouvées reposent sur les ENT essentiellement et à la marge des solutions via des blogs ou des sites internet des collèges et par courriel. Il semble cependant que le mail soit moins utilisé qu'en lycée. Comme dans le premier degré on constate que certains collèges se bornent à demander aux élèves d'avoir recours à la plateforme du CNED sans même parfois indiquer aux élèves les chapitres à étudier, quand d'autres font l'effort de proposer les cours des professeurs par tous les moyens possibles.

Dans les lycées, et sans doute parce que les élèves sont déjà plus autonomes et certainement aussi parce que les relations professeurs et élèves sont plus « matures » qu'en collège, les solutions trouvées sont plus larges qu'en collège.

Sont utilisées :

- L'ENT (mais peu finalement) ;
- Les mails entre le professeur et ses élèves ;
- Des supports de toutes sortes : blog, chaine YouTube ... ;
- Des plateformes comme « discord » ;
- La communication se fait entre les professeurs et les élèves en utilisant ces mêmes moyens auxquels il faut ajouter les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp...).

Globalement les professeurs de lycée sont très investis auprès de leurs élèves ce qui produit aussi des difficultés de leurs côtés où finalement ils sont débordés entre le fait qu'ils préparent plus leur cours (ils ajoutent à l'écrit ce qu'ils auraient dit en présentiel) préparent les corrections aux exercices (alors qu'ils l'auraient fait en cours), les corrections et surtout le lien permanent avec leurs élèves ce qui peut représenter plusieurs classes et donc nécessite énormément de temps. Eux aussi télétravaillent et ont aussi leurs enfants dont il faut s'occuper. Tiendront-ils ce rythme-là dans la durée ?

Les mêmes remarques s'appliquent au second degré que celles du premier degré à savoir :

- Des difficultés d'accès au numérique lorsqu'il y a plusieurs enfants ;
- Des difficultés pour les parents à « enseigner » surtout au collège, les lycéens plus autonomes faisant preuve de plus de solidarité entre eux ;
- Du fait que les professeurs sont en direct avec leurs élèves et moins en contact avec leurs collègues, la quantité de travail demandée est finalement trop conséquente. Rappelons-le, les sources numériques ne sont pas disponibles à tout moment pour les enfants d'une fratrie.

D'autre part, nous constatons grâce au dialogue avec les chefs d'établissement, qu'un certain nombre de jeunes se sentent en vacances et ne se connectent pas, ne renvoient rien. Bien souvent il s'agit des élèves fragiles et/ou déjà en difficultés scolaire. Nous sommes comme les professeurs et chefs d'établissements inquiets pour ces jeunes.

### **En conclusion**

Nous comprenons comme une majorité de parents qu'il faut du temps pour que les choses se mettent en place. Cependant nous veillerons à ce que le Ministère et les collectivités territoriales donnent des moyens aux établissements et aux familles pour ne pas laisser les inégalités à l'école s'aggraver à la faveur de cette crise

Ensuite les interrogations des parents sont plus larges que la continuité pédagogique et portent sur les échéances des examens : brevet, E3C, bacs, BTS.

# Pour une juste continuité pédagogique

Communiqué de presse, Bondy, 29/03/2020

La FCPE de Seine-Saint-Denis salue tous les enseignant(e)s et tous les acteurs investis dans la mise en place de la continuité pédagogique. Elle ne voit pas comment ils pourraient aller cueillir des fraises.

Interpellée par la très grande hétérogénéité des situations la FCPE de Seine-Saint-Denis appelle les autorités académiques et l'ensemble de la communauté éducative à des actions pédagogiques qui tiennent réellement compte de la situation de crise.

La FCPE de Seine-Saint-Denis s'inquiète :

- ❓ des familles entières qui ne sont pas joignables
- ❓ de la fracture numérique qui trie ceux qui ont la fibre de ceux qui n'en n'ont pas voire de ceux privés de connexion ou qui se partagent à plusieurs le même outil ;
- ❓ d'une pédagogie distanciée qui trie ceux qui sont autonomes quels que soient l'âge de ceux qui le sont moins ;
- ❓ ceux qu'un parent peut aider, de ceux qui sont seuls dans leurs apprentissages ;
- ❓ de l'anxiété des élèves et de leurs familles face à la montée de la pandémie et de ses conséquences parfois très immédiates pour beaucoup ;
- ❓ de l'échange de devoirs et cours papiers qui pose directement la question du respect des gestes-barrières.

Dans ces conditions, la notion d'évaluation notée n'a pas de sens particulièrement concernant l'acquisition de notions nouvelles. La FCPE dénonce par ailleurs l'attribution de zéro pour devoirs non rendus. L'évaluation n'est pas un contrôle de présence. La FCPE demande donc la suspension des notes jusqu'à la fin de la crise.<

La FCPE appelle également la région, le département, les communes et tous les opérateurs et acteurs privés à mettre à disposition des élèves qui se signaleraient auprès de leurs établissements scolaires des solutions clef en main (matériel informatique **et** moyen de connexion) leur permettant de se connecter aux outils mis en place avec conviction par les équipes pédagogiques.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93  
Contacts : 0623767427 / 0670298953

# Déconfinement le 11, mais si ? comment ?

## Noble ambition

Communiqué de presse, Bondy, 20/04/2020

Alors que beaucoup de parents se demandent ce qu'ils feront le 11 mai, la FCPE de Seine-Saint-Denis exige une réflexion ambitieuse de tous les acteurs (parents, élèves, éducation nationale, collectivités territoriales), pour que ce retour en classe :

1. **Offre des conditions sanitaires adaptées :**

Bien avant la crise la FCPE dénonçait déjà les difficultés pour les élèves de simplement se laver les mains. Après deux mois de confinement la promiscuité n'aura pas diminué à l'école, ni à la cantine, à l'internat, dans la cour, les classes, les couloirs, les gymnases... L'apprentissage des gestes barrières en milieu scolaire doit impérativement se réfléchir avec tous y compris les personnels BIATOSS et les élèves.

2. **Ne vienne pas accroître les inégalités et fixe des objectifs raisonnés à tous les acteurs :** Il convient de préciser clairement à quoi doit servir le déconfinement pour qu'il profite à tous sans courir après une complétude illusoire des programmes en mode épreuve de vitesse.

3. **Tienne compte des particularités de chaque élève :** Tous ne pourront pas rentrer si leur état de santé ne le permet pas. Certains auront connus des moments douloureux et dramatiques. Beaucoup seront restés en vase clos sans pouvoir dépenser l'énergie qui fait regretter au plus de 20 ans de pas en avoir moins. Certains ont besoin d'un accompagnement spécifique qui n'existe plus parce que beaucoup d'AVS n'ont pas été renouvelées Certains se sont éloignés de l'école volontairement ou pas quand d'autres ont eu du mal à tenir le rythme parfois trop soutenu de la continuité pédagogique. **Il ne pourra pas y avoir une réponse unique même au sein d'une classe.**

4. **Associe les parents à tous les niveaux, notamment localement, aux réflexions et solutions mises en œuvre :** La FCPE demande que les parents soient systématiquement associés à l'organisation de la reprise des cours école par école, collège par collège, lycée par lycée. Il convient dès à présent que la coéducation ne soit plus seulement synonyme d'échanges policés mais d'une véritable réflexion commune de tous, parents, équipes pédagogiques, directions ancrées dans un projet d'école ou d'établissement clair et partagé.

S'il faut donner un sens à cette rentrée en mai, il faut plus encore préparer celle de septembre autour d'une ambition renouvelée pour nos enfants avec la participation de tous pour que l'école d'hier laisse la place à celle de demain.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93  
Contacts : 0623767427 / 0670298953

# Restitution sur une première enquête auprès de nos adhérent.e.s

Bondy, le 01/05/2020

Cher.e.s adhérent.e.s,

De nombreux parents ont fait part de leurs inquiétudes auprès de la FCPE 93 face à toutes les annonces depuis le début de la pandémie.

Aussi avons-nous souhaité faire un sondage rapide sur la reprise des classes auprès de nos adhérents et d'un cercle plus large de parents. Nous avons eu un peu plus de 2 500 retours de questionnaires en 36 heures et nous remercions tous les parents pour leur promptitude et le soin qu'ils ont apportés à leurs réponses. Ce sondage a été réalisé avant l'annonce brute de la limitation du chômage partiel pour les parents qui refusent de mettre leurs enfants dans les écoles ouvertes.

Un résultat global net, tous niveaux confondus : 74.5 % des parents envisagent de ne pas laisser retourner leur(s)enfant(s) en classe pour différentes raisons. 25,5 % des parents souhaitent les voir retourner en classe (dont un tiers car ils doivent retravailler).

Nous vous laissons découvrir l'analyse détaillée du sondage en pièce jointe

Fraternellement,

L'équipe de la FCPE 93 (<https://fcpe93.fr/>)

N'hésitez pas à signer la pétition de la FCPE nationale pour exiger : <https://www.fcpe.asso.fr/petition/exigeons-un-arret-covid-pour-tous-les-parents>



# La Seine-Saint-Denis 3% du PIB et pourtant...

## La déclaration de la FCPE 93

Conseil départemental de l'éducation nationale, 20/04/2020

...rien quand il est question d'aider au quotidien les élèves à besoin particuliers.

Les coupes budgétaires des 1er janvier, 1er février et 1er mars, ce sont des auxiliaires de vie scolaire qui ont perdu leur emploi juste avant le confinement, ce sont des élèves qui ont vu disparaître d'un jour à l'autre leur accompagnant.e y compris et surtout pendant ce temps étrange de la continuité de la pédagogie cloîtré.e.s à la maison.

La seule continuité que nous observons parfaitement c'est une diminution progressive et pluriannuelle de ce qui doit revenir aux communautés éducatives de la Seine-Saint-Denis, renforcée avec la nécessité actuelle d'injecter dans l'économie de notre pays plus d'une centaine de milliards d'euros.

### **Nous exigeons :**

- l'arrêt immédiat de ces fermetures de classes lorsqu'elles ne sont pas compensées par une réouverture dans un même territoire ;
- la réembauche immédiate des AVS dont les contrats non pas été renouvelés en janvier, février et mars 2020 estimée à plus de 500 personnes ;
- une lisibilité détaillée de la part dédiée à la scolarité des élèves de la Seine-Saint-Denis dans le "Projet de loi de finance rectificatif 1 et 2" qui doit abonder ce qui a été rogné dans les DHG des collèges, notamment les demi-groupes dont l'efficacité pédagogique faisait déjà florès sauf dans la tête de celles et ceux qui ont une vision colonialiste et condescendante de notre département et qui prend tout son sens durant cette épidémie mondiale.

Nous saluons l'engagement de les tous les adultes et des collectivités territoriales qui œuvrent en ce moment au quotidien pour préserver le futur de nos élèves que nous appelons tout autant que leurs parents, à poursuivre ces élans remarquables et solidaires et de continuer à faire société à l'aune du besoin impérieux d'une autre école.

Haut les cœurs les communautés éducatives de la Seine-Saint-Denis ne renonçons jamais à demander ce qui nous est dû !

# **STOP aux annonces en tout genre Evitez de rajouter du stress au stress**

Communiqué de presse, Bondy, 23/04/2020

Depuis dimanche 19 avril, le gouvernement multiplie des annonces concernant la réouverture des établissements scolaires.

Chacune d'elles, portée par un acteur différent, génère son lot d'interrogations et d'angoisses sur les dates et modalités de la reprise sans aucune cohérence et sans permettre aux parents de comprendre quelles seront leurs options.

La FCPE de Seine Saint Denis demande que cesse cette cacophonie de ballons d'essai. Elle réclame la présentation rapide du cadrage national de la reprise et des marges laissées aux acteurs locaux. Enfin elle exige que les parents (collégiens et lycéens) soient associés école par école, collège par collège, lycée par lycée à la réflexion en préalable à toute réouverture.

La confiance des parents ne se gagne pas sans les parents. Il n'y a pas d'Ecole sans élève.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93  
Contacts : 0623767427 / 0670298953

# 2<sup>nde</sup> consultation des parents, 10/05/2020



## Consultation des parents d'élèves de Seine-Saint-Denis sur le retour en classe

Réalisée par la FCPE 93 du 8 au 10 mai 2020

Les 7 points à retenir

### *A la veille de la reprise, le doute persiste...*

Réalisé le weekend précédent la réouverture théorique des écoles maternelles et élémentaires, ce sondage cherchait en premier lieu à vérifier si le classement en zone rouge de la Seine Saint Denis et les mesures prises par l'éducation nationale comme par les collectivités territoriales (mairie, département, région) avaient modifié le sentiment des parents sur le retour en classe. Pour rappel ils n'étaient que 26 % dans un premier sondage réalisé 10 jours plus tôt à envisager de remettre leur enfant en classe, tous niveaux confondus. Le dispositif exposé avait-il fait évoluer leurs positions ?

1. Un nombre très important de réponses, qui témoigne de l'importance du sujet du retour à l'école pour les familles.

**5074** réponses  
**8 434** enfants concernés  
**43.3 %** d'adhérents FCPE

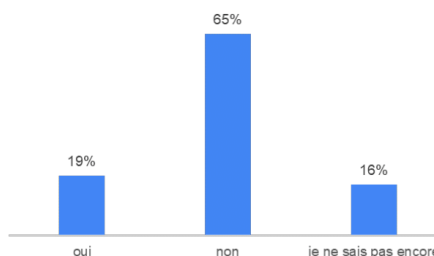
Changement d'avis depuis le 1er mai  
5 074 réponses

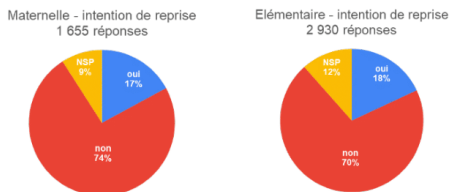


3. D'une manière globale, le nombre d'enfants dont les parents envisagent un retour à l'école rapide s'établit à 19%, en baisse de 6 points par rapport à la précédente consultation qui ne laissait pas de place aux parents indécis qui représentent 16 %.

2. Une grande constance dans les intentions des familles : 9% seulement des parents ont changé d'avis après la communication du dispositif de reprise, majoritairement pour renoncer au retour en classe. **Un protocole sanitaire qui n'a pas convaincu** .

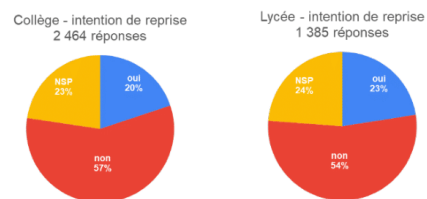
Tous niveaux - intention de reprise  
8 434 réponses



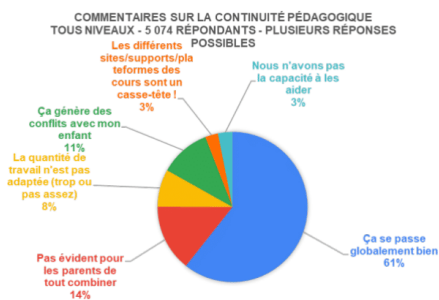


4. Les parents sont plus réticents au retour en classe en maternelle et en élémentaire, principalement en raison des risques sanitaires. Pour le petit nombre qui souhaite le retour à l'école, la motivation est essentiellement l'obligation de travailler ou le besoin de sociabilisation de leur enfant.

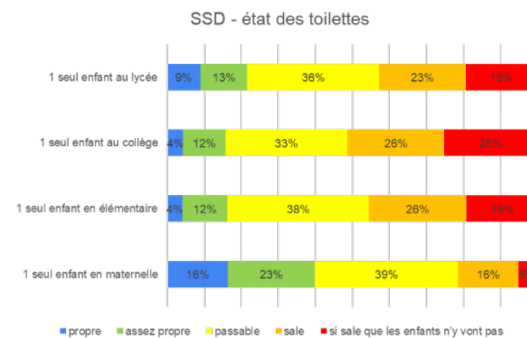
5. Dans le cycle secondaire les intentions de reprise sont un peu plus élevées soit pour des raisons de sociabilisation (collège) soit en raison du maintien des examens (élèves de première), mais les inquiétudes sur les risques de contamination et la défiance sur la capacité à assurer les protocoles sanitaires reste largement majoritaire.



6. Après un démarrage difficile, la continuité pédagogique semble avoir trouvé son rythme de croisière et les parents estiment majoritairement que cela fonctionne. Plus de 230 familles (4,6% de l'échantillon) répondent néanmoins qu'elles n'ont pas l'équipement permettant un bon travail à la maison. Par ailleurs le taux de satisfaction descend à moins de 50% au collège, où les difficultés s'empilent (charge de travail, multiplicité des plateformes, etc.)



7. Parmi les réserves sur l'efficacité du protocole sanitaire, celles relatives à la capacité d'accéder à des toilettes propres sont nombreuses. Elles le sont particulièrement au collège, où 25% des parents estiment que les toilettes sont si sales que leurs enfants n'y vont pas. Tous cycles confondus, c'est un constat partagé par 20% des familles.



Conclusion de la consultation : Les parents ont été nombreux dans leurs commentaires à regretter les conditions dans lesquelles s'organise ce retour à l'école, voire à exprimer une certaine exaspération devant les tergiversations permanentes de l'éducation nationale et des collectivités locales. Dans les conditions actuelles ils restent majoritairement inquiets du dispositif, et du manque de solutions pour y apporter des améliorations d'ici le mois de juin.

Pour en savoir plus et connaître les résultats par ville, par niveau, reportez-vous à l'étude complète sur le site de la FCPE 93 <https://fcpe93.fr>

# 2020-2021 ?

Communiqué de presse, Bondy, 14/05/2020

A cette date, personne n'a de réponse à ces deux questions : au mois de septembre cette pandémie sera-t-elle un souvenir de notre Histoire commune ou le Covid 19 continuera-t-il à entraver notre quotidien ?

Cette semaine la reprise scolaire fabuleuse annoncée est très partielle. Seuls 10 à 20% ou plutôt 15% des effectifs des écoles de la Seine-Saint-Denis sont retournés en classe. Et durant le mois et demi qu'il reste jusqu'aux congés d'été, les élèves seront au mieux accueillis "au moins une fois". Mais que se passera-t-il en septembre ? Quelle scolarité sera offerte aux élèves de la Seine-Saint-Denis ? Que sera-t-il attendu de leurs parents ?

Avec au moins trois scénarios possibles, quelle rentrée vont découvrir les élèves de la Seine-Saint-Denis ?

Scénario n°1 : Une rentrée classique ? Combien d'élèves y aura-t-il par classe ? La moyenne départementale est rendue mécaniquement basse parce qu'elle inclut celle des classes dédoublées (création en moyenne d'un peu plus de deux classes dans chaque ville du département) ? Quel est-il réellement pour tous les autres élèves du département ? La FCPE de la Seine-Saint-Denis a réaffirmé en CDEN du 20 avril\* dernier son refus catégorique de laisser les écoliers apprendre dans des classes surchargées, en particulier après cinq mois de quasi totale interruption.

Scénario n°2 : Une rentrée mixte avec une scolarisation à distance ponctuée d'un retour à l'école ou au collège ou au lycée par période et selon des emplois du temps à horaires variables ?

Scénario n°3 : Une rentrée 100% virtuelle parce qu'un nouveau confinement serait imposé à tous et à toute.s ?

L'hypothèse 2 et 3 ne sont viables qu' à la seule condition que tous les personnels de l'Education nationale, les élèves et les parents pour accompagner leur.s enfant.s soient formés en urgence pour pouvoir pleinement jouer leurs rôles respectif. Cela devra être précédé d'une réflexion pour que l'école à distance ne soit pas la simple reproduction de la classe mais vu de loin. A cette nouvelle organisation, il faut une nouvelle pédagogie qui ne laisse personne sur le bord du chemin. C'est un enjeux de taille qui nécessite une implication collective de tous les acteurs et une évolutions rapide des modes de coopérations entre adultes tout comme entre élèves et adultes.

Quel que soit le scénario de l'Histoire, un adulte dont la mission première est d'enseigner ne

pourra pas exercer à lui seul les métiers de médecin scolaire, d'accompagnant individuel en classe, de psychologue, d'infirmière, d'inspecteur.trice du premier degré, de conseiller.ère pédagogique, de maître spécialisé (E et A), de traducteur, d'assistante sociale, d'intendant.e, de secrétariat, de conseiller.ère principal.e d'éducation, de surveillants, d'éducateur.trice, de psyEN (orientation).

Progressivement et brutalement ces métiers disparaissent en Seine-Saint-Denis, nous exigeons leur réapparition dès l'année prochaine. Les élèves séquanais doivent pouvoir à étudier, se reconstruire et à grandir accompagné.e.s des adultes prévus pour faire fonctionner dans de bonnes conditions, l'écosystème scolaire qui prend soin d'eux. Avec cette diversité dans l'accompagnement, avec recherche de solutions coconstruite en partenariat avec les parents, avec des moyens à la hauteur des enjeux de l'école, donnons de l'ambition à la rentrée de septembre.

\*vote en CDEN du 20/04/2020 où les représentant.e.s parents de la FCPE de la Seine-Saint-Denis ont été contraints de ne pas pouvoir faire un choix entre être "contre" les suppressions de classes et les créations de postes de conseillers pédagogiques.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93  
Contacts : 0623767427 / 0670298953

## **L'échangeur Pleyel autour du groupe scolaire Pleyel/Anatole France est suspendu ! Une première victoire**

Bondy, le 05/05/2020

Communiqué de presse

***Nous avons gagné, l'arrêté du préfet d'Île de France est suspendu ! Le juge des référés de la Cour administrative d'appel de Paris a rendu son verdict.***

Le projet de la Direction des Routes d'Île de France (DIRIF) qui devait mettre le groupe scolaire Pleyel/Anatole France dans un étai autoroutier à très fort trafic est suspendu.

Après plus d'un an et demi de réunions, de pseudo-concertations, d'enquêtes publiques et de discussions infructueuses, la Fédération des Conseils des Parents d'Élèves, l'association Vivre à Pleyel et plusieurs riverain(e)s ont lancé avec l'aide du cabinet Géo Avocats un recours en justice le 22 janvier dernier.

Cette victoire n'est qu'une première étape pour protéger 700 enfants âgés de 3 ans à 12 ans d'une pollution certaine.

Il est prouvé scientifiquement qu'il y a une corrélation entre la propagation et la létalité du Sars-Cov-2 responsable du Covid-19 et la pollution (Par exemple, <https://www.actu-environnement.com/ae/news/coronavirus-covid-19-pollution-air-propagation-35178.php4>).

Laisser construire ce genre de projets aux abords d'une école est irresponsable.

Aidez-nous à financer cette action en justice, faites un don à la FCPE pour avoir gain de cause :

<https://www.helloasso.com/associations/fcpe-93-pleyel-anatole-france/collectes/recours-judiciaire-echangeur-a86-pleyel-anatole-france>

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93

Contacts : 0623767427 / 0670298953

# Education : de la reprise partielle à l'absence de perspective - Les parents oubliés

Communiqué de presse, Bondy, 25/05/2020

Les FCPE du 77, 93 et 94 relèvent sans étonnement le constat terrible de l'académie de Créteil : la carte de la reprise scolaire se superpose à celle des catégories socio-professionnelles. Vincennes détient ainsi la palme du plus fort retour en classe. Les FCPE s'inquiètent cependant de l'analyse qu'en tire le Rectorat qui fait l'hypothèse que le « bouche à oreille » et « la fin du ramadan » vont faire évoluer la tendance.

Les FCPE dénoncent toutes les situations où l'éducation nationale et/ou les mairies se renvoient la responsabilité de la reprise. Elles soulignent que partout où elles ont engagé une vraie collaboration en associant les parents à la concertation, des solutions ont pu être trouvées. Elles regrettent de n'être pas entendues sur la crainte suscitée par la présentation d'un protocole sanitaire vécu comme déshumanisant pour les enfants et excluant les parents. Elles rappellent aussi, qu'il y aurait plus d'enfants dans certaines écoles si plus de places étaient offertes tout comme pour le péri-scolaire.

Ces constats ne doivent cependant pas faire oublier la mobilisation d'acteurs de terrain : enseignants, agents des collectivités territoriales et associations au service de toutes les familles auxquels les FCPE du 77, 93 et 94 souhaitent adresser des remerciements appuyés.

Les FCPE du 77, 93 et 94 pressent les autorités académiques de s'appuyer sur les enseignements de la crise – les bons comme les mauvais – pour donner de l'envergure à la rentrée de septembre. Que l'école reprenne en mode « covid » ou pas, les FCPE demandent que soient au rendez-vous :

## **Plus d'humanité :**

- Des enseignants pour diminuer réellement le nombre d'élèves que chacun(ne) d'eux aura à accueillir ;
- Des personnels éducatifs et péri-éducatifs (AVS, \*AESH, psy-ien, assistant d'éducation, médecin, infirmière...) pour que chaque élève, quels que soient ses besoins, trouve un accueil bienveillant et adapté au sein de l'école

## **Plus de moyens adaptés et partagés :**

- Un équipement des familles d'outils d'éducation à distance qui intègre la mise à disposition de la connexion pour les familles aux revenus les plus modestes.
- Un moratoire sur les fermetures de classes, le maintien des ouvertures et donc plus de moyens d'enseignement afin que les moyennes par classe puissent permettre de rattraper le retard pédagogique pris durant le confinement.

De cette crise peut sortir le meilleur comme le pire. Les FCPE du 77, 93 et 94 appellent la communauté éducative à sortir du discours convenu, sans perspective, égrainé semaine après semaine depuis le 13 mars pour donner du souffle à la co-éducation et tracer les lignes d'une nouvelle école.

Ne laissons pas, collectivement, une fois de plus, passer cette chance. Les parents, eux, sont prêts à la saisir, il en va du devenir de l'école publique, gratuite et laïque.

Anne PIETER et Alixe RIVIERE, co-présidentes de la FCPE 93 - Contacts : 0623767427 / 0670298953